

Communiqué commun des organisations syndicales de la Fonction publique

UNSA - CGT – FO – FSU – CFDT – CFTC –Solidaires

Après la journée d'action du 20 novembre, la mobilisation du 24 janvier confirme l'ampleur du mécontentement et des attentes des personnels de la Fonction publique en matière de salaires, d'emploi et de missions. Ce mouvement rencontre l'adhésion majoritaire de l'opinion.

Pour l'instant, la seule réponse ministérielle est un rendez vous tardif le 18 février, alors que la revendication unitaire est portée depuis l'été 2007. A cela s'ajoute une menace inacceptable de remise en cause des conditions d'exercice du droit de grève dans l'Education voire au-delà.

Les organisations soussignées appellent le gouvernement à prendre d'urgence la mesure des exigences des personnels et à apporter les réponses qu'ils attendent. Elles exigent l'ouverture de négociations salariales dès la première semaine de février. Il serait incompréhensible que le gouvernement organise une "semaine de la Fonction publique" sans répondre aux revendications des personnels : si le ministre a des propositions à faire, il n'y a aucune raison d'attendre trois semaines. Elles écrivent dans ce sens au Premier Ministre. Elles se réuniront le 1er février pour apprécier les réponses du gouvernement.

D'ores et déjà les organisations appellent les personnels à maintenir la pression par des initiatives unitaires (conférences de presse, interpellations des élus, rassemblements, manifestations,...) en particulier à l'occasion de la "semaine de la Fonction publique" organisée par le gouvernement du 1er au 8 février.

Communiqué de presse du vendredi 25 janvier 2008.